REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 26 avril au 02 mai 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale.....2
- Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI)
- Madagascar FM calls Indo-Pacific a 'legitimate vision'; bats for peaceful military ties with India

1.2 Sécurité alimentaire.....6
- Madagascar participe au suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'océan Indien

2. Centres d'Intérêts

2.1 Coopération.....7
- 50 ans de relations Maurice-Chine : « Une étroite amitié qui n'a fait que se renforcer »

2.2 Pêche.....8
- Sapmer : les défis de la pêche dans l'océan Indien

2.3 Changement climatique..... 9
- Une planète plus chaude, des animaux plus malades

2.4 Environnement.....10
- Biodiversité : les filets piégeurs de déchets sont opérationnels

2.5 Société.....11
- La Seychelles Trading Company réduit le prix des produits essentiels afin de réduire le coût de la vie
- Plan de développement France-Comores : « Komor initiative » tient son premier comité de pilotage

2.6 Energies renouvelables.....13
- Energies renouvelables- mieux promouvoir les investissements

Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI)



Le Ministre Désigné et ministre de Pêche et de l'Economie Bleue, Jean-François Ferrari, s'adressant aux invités (Photos : Thomas Meriton)

91 740 euros d'investissements aux Seychelles

Lors de la clôture du programme « l'Année bleue de l'Océan indien », vendredi dernier, le ministère de Pêche et de l'Economie Bleue, a fait une présentation des projets qui ont bénéficié du Fonds de Solidarité pour les projets innovants (FSPI) relatif à l'économie bleue aux Seychelles.

Les Seychelles ont bénéficié de 91 740 euros soit environ 1,7 millions de roupies Seychelloise et les trois composants du programme ont été retenues et elles ont été gérées à la fois par l'Ambassade de France et l'Institut pour la Recherche et le Développement (IRD) avec l'appui et la coordination du département de l'économie bleue.

Cette cérémonie s'est déroulée à l'Institut pour l'Education (SITE) à Mont Fleuri en la présence du Ministre Désigné et le ministre de Pêche et de l'Economie Bleue, Jean-François Ferrari, l'Ambassadeur de France aux Seychelles, Dominic Mas, le secrétaire principal de l'économie bleueKenneth Racombo et les responsables des projets.

Le Ministre Ferrari a noté que le financement reçu a été utilisé pour les projets suivants : la réutilisation des engins de pêche à l'abandon ; étude socio-économique de référence des palangriers semi-industriels ; un programme télévisé de six épisodes sur l'économie bleue aux Seychelles ; un projet d'aquaculture d'algues locales ; la collecte et le transport de déchets plastiques à travers une dynamique campagne de sensibilisation ; l'atlas numérique des océans des Seychelles(SDOA) et un projet de restauration des coraux.

« Tout cela est le témoignage de la confiance des autorités françaises de la réalisation de ce programme Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI). Par ailleurs il est intéressant de souligner que l'engagement des Seychelles pour le recyclage des déchets plastiques et des engins de la

pêche à l'abandon dans le contexte insulaire est un pas mais un grand pas vers l'obtention du carburant », a dit Ministre Ferrari.
L'Ambassadeur de France aux Seychelles, Dominic Mas a expliqué que ce programme régional avait été initié par la France dans le cadre de sa présidence de la Commission de l'Océan Indien (COI) qui s'est achevé en mars dernier.
« Il a ainsi bénéficié aux Etats-membres de la COI mais aussi aux Etats africains côtiers de l'Océan Indien : Afrique du Sud, Mozambique, Tanzanie et Kenya. Tout en se voulant un instrument de consolidation de la coopération régionale, il avait pour finalité de contribuer au renforcement l'exploitation économique durable des ressources de l'Océan indien et la conservation des écosystèmes aquatiques.
« La France est heureuse et fière d'avoir porté tout au long de son année de présidence de la COI et avec votre aide et détermination constante, les messages en faveur de la protection et de la valorisation de nos océans. La célébration au niveau régional de la journée de l'économie bleue que vous aviez initiée le 17 juillet 2020 a permis de mobiliser les acteurs de l'ensemble de la région Océan indien sur les perspectives océaniques », a partagé l'Ambassadeur Mas.
Il a aussi noté que 17% du montant du projet, soit environ 1.7 millions de roupies Seychelloises ont été affecté à l'archipel des Seychelles, soit directement au département de l'Economie Bleue et ses opérateurs, soit au travers de l'IRD et de l'Université des Seychelles (l'UniSey).
Les présentations étaient faites par Francesca Adrienne, Sharif Antoine, James Duprès, Nuette Gordon, Katrin Perchat, Francis Marsac et Jérôme Harlay.

Interview

Madagascar FM calls Indo-Pacific a 'legitimate vision'; bats for peaceful military ties with India

Written By: Sidhant Sibal



Madagascar Foreign Minister Richard Randriamandrato Photograph:(WION)

The visiting Madagascar Foreign Minister Richard Randriamandrato has called the "Indo-Pacific vision a legitimate vision", an important remark given the country's key location in the southwestern Indian Ocean.
Speaking to WION's Principal Diplomatic Correspondent Sidhant Sibal, foreign minister Randriamandrato explained "We have to look forward and have a common willingness for common destiny…We have to strengthen dialogues to make sure that we address the issue of terrorism, the piracy, transnational organised crime, illegal fishing as well."

WION: What is your view of the Indo-Pacific vision?

Richard Randriamandrato: I think it's a very legitimate vision, Madagascar is situated geographically on the western side of the Indian Ocean. India is in between the Pacific and the Indian Ocean. It goes without saying that we have to look forward and have a common willingness for a common destiny, so to speak.
We have to strengthen dialogues to make sure that we address the issue of terrorism, piracy, transnational organized crime, and illegal fishing as well. The Indian Ocean and Pacific are strategic oceans for any superpower, and everyone would like to have their part sharing the responsibility to address this global issue. We see the ambition to have a common understanding of how we address this issue globally within these geographic areas. There are many countries that are concerned with these issues, and we need to enhance dialogue that we go in the same direction in the near future,

WION: Do you see some practical cooperation? like Colombo security conclave. You helped India become a member of the Indian Ocean Commission, the Djibouti Code of Conduct.

Richard Randriamandrato: As rightly said, India will be an observer of the Indian Ocean Commission as Madagascar is the chair of the commission for this year. And, we are going to make sure India will play a major role to ensure that. India is a superpower, economic and military in this region. So I think, that like this Raisina Dialogue 2022, India can send messages to neighbouring countries, to say, for example, in Sri Lanka that we need to continue avoiding any tension because that will create frustration for countries but these are difficult issues. It has economic consequences as well as social and political unrest so we shall be very prudent in finding the right balance so that Sri Lanka first of all and all neighbouring countries are in peaceful comfort.

WION: You're the chair of the Indian Ocean Commission, is anything being planned?

Richard Randriamandrato: In a year, there will be the summit and I am going to invite the Minister of Foreign Affairs of India to come and attend that summit in Madagascar. That will be a symbolic, important sign of the quality of the relationship between Madagascar and India and also in this context of the Indo-Pacific vision.

WION: So, can we see more high-level engagements?

Richard Randriamandrato: He is going to come very soon. President Andry Rajoelina is invited to come in June, and it's an honour for my country, honour to visit India and strengthen the cooperation and relation with India.

Suite de l'article

Madagascar participe au suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'océan Indien

Madagascar participe à la mise en place d'un réseau de système d'informations sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays de l'océan Indien, selon un communiqué publié vendredi par le ministère malgache de l'Agriculture et de l'Elevage.
Madagascar a une opportunité de renforcer l'intégration des produits agricoles à un marché plus large au sein-même de la région et à l'international, précise le communiqué.
En effet, Madagascar partage avec les membres de la Commission de l'océan Indien (COI) tels que les Comores, Maurice et les Seychelles "de nombreux défis relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle", apprend-on de la même source.

"Pourtant, la disponibilité d'informations et de données statistiques de base complètes et fiables sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle manque actuellement à nos pays", explique le ministère, reconnaissant que c'est une condition essentielle pour asseoir une vraie politique nationale et régionale agricole fondée sur des preuves.
En outre, la mise en place de cette plateforme permettrait à ces pays, dont Madagascar, de faire face à la dépendance à l'égard du commerce international et des aliments importés, à la vulnérabilité au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux chocs économiques externes.
Elle aiderait également les pays de l'océan Indien à remédier aux problèmes de malnutrition et au taux élevé de maladies non transmissibles liées à la mauvaise alimentation, selon la même source.

50 ans de relations Maurice-Chine : « Une étroite amitié qui n'a fait que se renforcer »



Les relations entre Maurice et la Chine sont intergénérationnelles et dimensionnelles car la culture est transmise des plus âgés aux plus jeunes. Ce partage préserve l'amitié entre ces deux pays depuis 50 ans.

Lors d'un forum-débat sur le thème "Générationnelles et Dimensionnelles, les relations Maurice-Chine" à la municipalité de Port-Louis, la Chinatown Foundation a voulu partager l'expérience des différentes générations de Sino-Mauriciens et de l'évolution de cette amitié. Joseph Tsang Mang Kin, Philip Li et Charles de Loppinot ont apporté davantage d'éclaircissements. Dialogue autour des aînés…

Parlant du 50e anniversaire de l'établissement diplomatique entre la Chine et Maurice, Kathleen Lai, vice-présidente de la Chinatown Foundation, évoque la relation d'amitié entre les deux pays depuis 1972, qui n'a fait que se renforcer. « Cette relation est intergénérationnelle et dimensionnelle par la transmission de la culture et le partage de nos aînés à nos jeunes d'année en année », dit-elle.

De son côté, Jean Paul Lam, président de la Chinatown Foundation, a mis l'accent sur le thème principal de ce forum axé sur les liens générationnels et dimensionnels entre Maurice et la Chine, l'interaction et le dialogue autour des aînés et des jeunes assurant la continuité et l'amplification des liens profonds entre les deux pays et les deux cultures.
Suite de l'article

Sapmer : les défis de la pêche dans l'océan Indien

par JEAN-BAPTISTE NOÉ

Langouste et légine des mers australes, thon tropical, autant d'espèces pêchées dans l'océan Indien, soit dans les eaux françaises, soit dans les eaux internationales ou dans les eaux de pays tiers. Dans cet océan entre Afrique et Asie, la pêche affronte les défis de la gestion des stocks, de la délimitation des frontières maritimes, de la concurrence des armateurs qui viennent dans ces eaux depuis l'Asie ou l'Europe en passant par le Moyen-Orient.

Du fait de ses nombreuses possessions territoriales, la France est aux premières loges des défis de la pêche, y confrontant ses autorités et ses entreprises. C'est le cas de Sapmer, fondé en 1947 à La Réunion par trois entrepreneurs désireux de faire bénéficier La Réunion des mers poissonneuses du sud de l'océan Indien. Ils arment un voilier trois-mâts pour pêcher la langouste dans les eaux des îles Saint-Paul et Amsterdam. Le début d'une aventure qui fait aujourd'hui de Sapmer une entreprise de 1 000 personnes, munie d'une flotte de 13 navires et disposant d'installations (de soutien à la flotte, de stockage ou encore de traitement des espèces pêchées) à La Réunion, en métropole, aux Seychelles et à Maurice, exportant sa pêche dans plus de 33 pays que ce soit en Asie, en Amérique ou en Europe. Sapmer est l'un des nombreux exemples de ces entreprises françaises ancrées dans un territoire et ouvertes à l'international.

Le défi des ressources et de la fraîcheur

La ressource en poisson est la raison même de l'activité. Chez Sapmer, elle se divise en deux catégories : la pêche australe et la pêche au thon tropical. Dans la première, on trouve la langouste des mers froides pêchée par le caseyeur emblématique de l'entreprise (*L'Austral*) et la légine, pêchée par quatre palangriers congélateurs. La pêche à la légine s'effectue à la palangre entre 500 et 1 500 mètres de fond, pour des campagnes qui durent deux mois et demi. L'activité est organisée dans les eaux françaises des TAAF, contrairement à la pêche au thon tropical, située dans les eaux internationales et les eaux des Seychelles principalement. Le thon pêché à ces latitudes tropicales impose pour en préserver toute sa qualité une maîtrise essentielle de la chaîne du froid. Les six senneurs surgélateurs de Sapmer disposent ainsi de capacité de surgélation et de stockage à – 40 °C à bord. Les thons ainsi surgelés sont ensuite, grâce à une chaîne logistique éprouvée, débarqués puis acheminés pour être préparés pour la vente auprès de clients internationaux ou bien pour de la valorisation complémentaire à terre avant la vente en produits finis à l'international également. **Suite de l'article**

Une planète plus chaude, des animaux plus malades



Le dérèglement climatique va pousser nombre d'animaux à fuir leurs écosystèmes pour des contrées plus vivables: en se mélangeant davantage, les espèces se transmettront aussi davantage leurs virus ce qui favorisera l'émergence de nouvelles maladies potentiellement transmissibles à l'homme, prédit une étude.

"Nous apportons la preuve que dans les décennies à venir, le monde sera non seulement plus chaud, mais aussi plus malade", s'alarme Gregory Albery, biologiste à l'Université de Georgetown à Washington, co-auteur de l'étude parue jeudi dans Nature.
En recoupant des modélisations climatiques, des données sur la destruction des habitats naturels, et la manière dont les virus passent d'une espèce à l'autre, ces travaux dessinent une trajectoire encore assombrie pour l'avenir de la planète d'ici à 2070. Et irréversible, même en limitant le réchauffement à +2°C, s'inquiètent les auteurs.
Leurs recherches - plus de cinq années de travail - ont mis au jour un mécanisme où le bouleversement des écosystèmes et les transmissions de maladies sont pour la première fois imbriqués.
Au total, 3.139 espèces de mammifères ont été prises en compte - cette classe d'animaux étant celle qui abrite une grande diversité de virus susceptibles de se transmettre à l'homme.

De plus en plus d'espèces sauvages sont chassées de leur habitat naturel, qui se dégrade sous l'effet de la hausse des températures, de la régression des forêts tropicales, de la progression des villes et des surfaces cultivées, ainsi que du trafic d'espèces sauvages.
Elles "émigrent" alors vers de nouveaux territoires plus favorables à leur présence. Où elles ont plus de chances de croiser une faune jusqu'ici inconnue, soit autochtone, soit réfugiée elle aussi.
Suite de l'article

Biodiversité : les filets piégeurs de déchets sont opérationnels



L'Association agrée de pêche et de protection des milieux aquatiques (APPMARN) se mobilise contre la pollution marine. En partenariat avec la Cinor (Saint-Denis, Sainte-Marie, Sainte-Suzanne) et La Possession) des filets anti-pollution ont été installés aux embouchures des rivières. (Photo : Cinor)

Ce projet expérimental est une première à La Réunion et vise à sensibiliser la population, à préserver les cours d'eau et la biodiversité. **Regardez**
"Nous voulons faire en sorte que les déchets se trouvant dans les rivières et les ravines soient prisonnier sdes filets et qu'ils n'aillent pas en mer. Il ne faut pas jeter n'importe quoi dans les ravines et les caniveaux", lance Maurice Gironcel, Président de la Cinor et maire de Sainte-Suzanne. **Écoutez** :

Vanessa Miranville, maire de La Possession, a elle aussi décidé d'installer des filets de rétention de déchets. "Cette installation est un projet éco-responsable qui nous tenait à cœur afin d'agir activement à réduire la pollution de notre milieu aquatique, de notre faune et flore et de nos rivières". L'élue ajoute "cela participe à notre orientation de gestion intelligente des déchets en lien avec le TCO. Nous sommes fiers que ce projet soit officiellement opérationnel puisque nous ne pouvons plus rester les yeux fermés face aux dépôts sauvages, à la non préservation de nos espaces naturels alors que nous avons la chance de vivre sur une île intense".
Suite de l'article et vidéo

Lire aussi :

- https://actu.orange.mg/madagasikara-rakotrala-la-ministre-de-lenvironnement-a-ankazobe/
- https://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2022/05/01/filets-anti-dechets-biodiversite-la-reunion-s-engage-dans-la-lutte-contre-la-pollution-marine,151208.html

La Seychelles Trading Company réduit le prix des produits essentiels afin de réduire le coût de la vie

By: Rita Joubert-Lawen édité par: Betymie Bonnelame traduit par Rudie Bastienne



La dernière fois que l'entreprise a examiné les prix de la catégorie 1 de 14 articles essentiels, c'était en 2012. (Seychelles Nation)

(Seychelles News Agency) - La Seychelles Trading Company (**STC**), un importateur appartenant à l'État, réduira à compter du 1er mai les prix de 82 articles phares achetés par les familles dans le but de réduire le coût de la vie dans le pays.

La révision des prix intervient après que le conseil des ministres eut demandé à l'entreprise de prendre les mesures nécessaires pour réduire le coût de la vie dans la nation insulaire.

Le président du conseil d'administration de la **STC**, Imtiaz Umarji, a récemment déclaré aux journalistes que la révision des prix était attendue depuis longtemps.

"Nous avons réalisé que la subvention que **STC** accordait sur des produits essentiels tels que l'huile profitait aux grandes entreprises et pas nécessairement aux habitants des Seychelles qui en ont vraiment besoin", a-t-il déclaré.

M. Umarji a ajouté que c'est la raison pour laquelle les grandes entreprises préfèrent acheter ces produits à **STC** plutôt que de les importer et de payer le prix réel sur le marché international.

En plus de ne pas atteindre la population ciblée, **STC** dit également qu'il faisait une perte en subventionnant les 14 articles de la catégorie 1.

En conséquence, **STC** augmentera les prix de 12 des 14 articles de la liste essentielle. **Suite de l'article**

Lire aussi :

- https://midi-madagasikara.mg/2022/04/30/grand-sud-plus-de-954-000-personnes-en-proie-a-la-crise-ou-a-lurgence-alimentaire-dici-la-fin-aout/
- http://www.lagazette-dgi.com/?p=73528

La Gazette des Comores

Plan de développement France-Comores : « Komor initiative » tient son premier comité de pilotage

27/04/2022 Andjouza Abouheir



L'ambassadeur de France et le ministre de l'éducation nationale ont présidé la première réunion du comité de pilotage du projet « Komor initiative ». Financé à hauteur de plus 8 millions d'euros par la France, ce projet va apporter une contribution importante au développement du pays et veillera également à proposer des systèmes d'accompagnement vers l'insertion professionnelle durable des jeunes et à renforcer les dispositifs qui assurent l'adéquation entre l'offre de formation et les débouchés professionnels.

L'ambassadeur de France en Union des Comores et le ministre de l'éducation nationale ont co-présidé hier mardi 26 avril la première réunion du comité de pilotage du projet « Komor Initiative », un projet d'appui à la formation à l'insertion professionnelle des jeunes aux Comores d'un montant de 42 milliards de francs comoriens. Ce projet financé par la France à travers l'Agence française de développement (AFD) apportera une contribution importante au développement socioéconomique des Comores. Il favorisera la création d'emplois durables comme le recommandent les orientations fixées dans le cadre du Plan Comores Emergent (PCE). Il permettra de renforcer la qualité et diversifier l'offre de formations professionnelles. il veillera également à proposer des systèmes d'accompagnement vers l'insertion professionnelle durable des jeunes et à renforcer les dispositifs qui assurent l'adéquation entre l'offre, la formation et les débouchés professionnels.

Énergies renouvelables – Mieux promouvoir les investissements



Qu'elle soit solaire ou éolienne, l'énergie renouvelable constitue un investissement bénéfique.

La promotion des énergies renouvelables par la multiplication des investissements bénéficie actuellement d'une initiative qui rassemble différentes parties prenantes.

Pour promouvoir davantage les investissements dans le secteur des énergies renouvelables, l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), en collaboration avec le Ministère en charge de l'Énergie (MEH) et avec l'appui de la GIZ, dans le cadre du projet PERER (Promotion de l'électrification rurale par les énergies renouvelables), a ouvert un processus de dialogue public-privé pour identifier les axes d'amélioration des mesures incitatives déjà existantes.

Avant l'enclenchement du dialogue, une réunion du secteur privé s'est tenue pour cerner les problématiques rencontrées par les opérateurs, ainsi que les pistes de solution, et de confirmer les engagements en contrepartie de la mise en place des mesures incitatives. Sur la base des problématiques et des propositions du secteur privé, une rencontre a été organisée afin d'aligner la position et les engagements de l'administration.

À l'issue de ces consultations, des points de convergence et des points de divergence ont été identifiés et a permis de réunir les meilleures conditions le dialogue public-privé proprement. Les objectifs affichés sont d'apporter des précisions sur les points de convergence et définir un plan d'action pour la mise en œuvre des décisions. Il s'agit aussi d'avancer sur les points en suspens et de définir le programme de mise en œuvre des décisions, de recueillir les engagements de chaque partie prenante pour la promotion des énergies renouvelables et de définir les modalités opérationnelles de mise en œuvre et de suivi du plan d'action.

Satisfecit des participants

La plateforme mise en place voit notamment la participation des entreprises et groupements d'entreprises dans le secteur de l'énergie renouvelable et les services minis té riels concernés (Énergie, Finances, Impôts, Douane, Primature, Office de régulation de l'électricité, Agence de Développement de l'électrification rurale).

Suite de l'article